
François Godicheau

« Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale : la *Cárcel Modelo* de Barcelone pendant la guerre civile espagnole »

The Herman Diederiks Prize essay for 2003 (ex aequo) / Lauréat du Prix Herman Diederiks 2003 (ex aequo)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

François Godicheau, « « Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale : la *Cárcel Modelo* de Barcelone pendant la guerre civile espagnole » », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 8, n°1 | 2004, mis en ligne le 25 février 2009. URL : <http://chs.revues.org/index511.html>
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Droz

<http://chs.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://chs.revues.org/index511.html>

Document généré automatiquement le 02 octobre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Droz

François Godicheau

« Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale : la *Cárcel Modelo* de Barcelone pendant la guerre civile espagnole »

The Herman Diederiks Prize essay for 2003 (ex aequo) / Lauréat du Prix Herman Diederiks 2003 (ex aequo)

Pagination de l'édition papier : p. 7-26

- 1 Conçue à la fin du XIX^e siècle pour la réhabilitation des prisonniers de droit commun, dans le cadre d'un important mouvement de réforme du système pénitentiaire et de construction de nouvelles prisons, celle qu'on appelle la *Modelo* de Barcelone a très vite dû accueillir de nombreux prisonniers politiques. L'agitation sociale prolongée et la violence des affrontements politiques en firent un lieu ambivalent : sa mission officielle restait conforme au projet premier, mais elle servit de manière récurrente à la répression politique de l'agitation sociale, en particulier anarchiste, du début du XX^e siècle jusqu'au milieu des années 1930. Cette ambivalence est la conséquence ou le reflet des difficultés chroniques de l'État espagnol, tant sous le régime de la Restauration monarchique (1874-1923), sous la Dictature (1923-1931) que sous la 2nde République (1931-1939), à résoudre la question sociale autrement que par la répression violente.
- 2 Au cours de la guerre civile de 1936-1939, de nombreux problèmes d'ordre public se posent à l'intérieur du camp qu'on appelle « républicain », mais qui, derrière ce qualificatif qui en exagère l'homogénéité, est traversé par de nombreux et violents conflits politiques, lesquels touchent les fondements mêmes de l'État. Les luttes de pouvoir prennent place dans les villes et les campagnes, à l'intérieur des organisations syndicales et politiques et entre elles, mais aussi dans les institutions fondamentales de la justice et de la police. La *Modelo* n'échappe pas à ces phénomènes, et nous allons voir, à travers l'histoire de ses transformations tout au long du conflit et de la vie qu'y mènent les prisonniers, comment elle devient un des lieux importants du conflit politique à Barcelone et dans toute la Catalogne.
- 3 Après une série de brefs rappels sur l'histoire de la prison antérieure à la guerre civile, nous verrons comment, au cours de celle-ci, elle devient le centre du réseau carcéral de la Catalogne en guerre, tout en maintenant son ambivalence entre un programme pénitentiaire « humaniste », pour reprendre le mot de ses promoteurs, et la réalité d'une répression politique de plus en plus dure et liée à la disciplinarisation de l'ensemble de la société. Enfin, nous observerons la genèse, au sein de la prison, d'un groupe se dotant d'une nouvelle identité politique et agissant collectivement de manière autonome à l'intérieur des murs et au-delà.

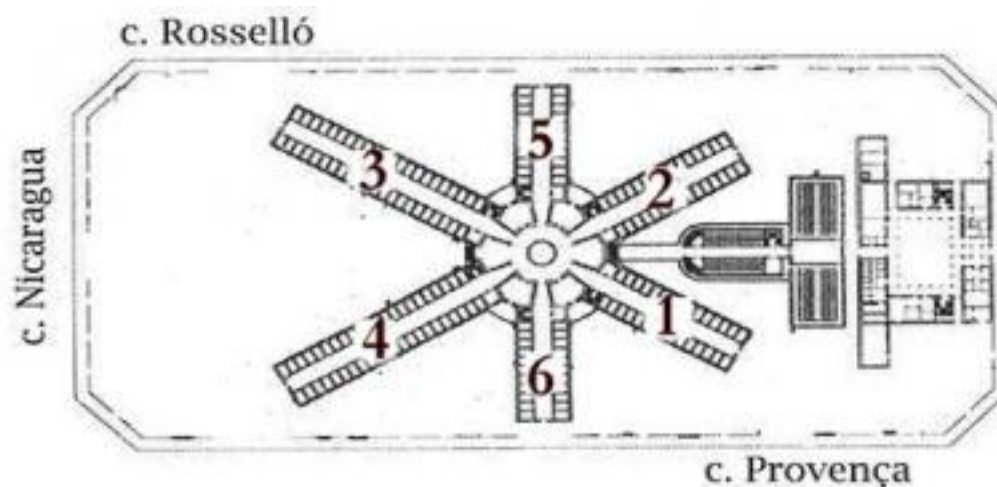
I. La correction des délinquants et la répression politique

- 4 Le 9 juin 1904, après 17 ans de travaux, était inaugurée la prison cellulaire entre Barcelone et la ville de Sants². Elle remplaçait un ancien couvent qui servait jusque-là de lieu de réclusion, ce qui correspondait au vaste mouvement qui depuis les années 1860, promouvait la construction de prisons capables de corriger les délinquants et de les préparer à leur réinsertion dans la société³. C'est l'État de la Restauration monarchique (1874-1923) qui mit en pratique le programme de construction de nouveaux centres : 29 prisons furent construites jusqu'en 1905. Dix-huit étaient des prisons radiales, cinq étaient des panoptiques et 6 combinaient les deux

formes. La plus importante fut celle de Madrid, inaugurée en 1884 et d'une capacité de plus de 1 000 détenus. Toutes mettaient en pratique les principes d'isolement dans des cellules individuelles, d'évitement de la contagion des autres prisonniers, de correction du délinquant et d'économies de personnel. Parmi ces prisons qui reçurent l'appellation de « modèles » à cause de leur modernité et de l'idéal qu'elles incarnaient, celle de Barcelone figura dès sa conception comme un modèle entre les modèles.

- 5 Elle était constituée de trois parties : la première, près de l'entrée principale, était réservée à l'administration, la seconde, faite de six galeries radiales réunies par un polygone central de surveillance abritant une chapelle, et totalisant 600 cellules, devait servir de prison préventive. La troisième partie, non encore achevée en 1904, contenait 200 cellules et était destinée aux prisonniers condamnés. Les cellules étaient relativement spacieuses (4 mètres par 3 mètres 40, avec un plafond à 2 mètres 40), pourvues de toilettes, d'un lavabo, de lumière naturelle et électrique. Les galeries recevaient la lumière d'un plafond translucide et de grandes rosaces à leur extrémité. Elles devaient exclusivement abriter des prisonniers de droit commun, les politiques devant être confinés ailleurs. Pourtant, la dynamique du conflit socio-politique dès le début du XX^e siècle, fit des prisonniers politiques des résidents habituels et nombreux.

Plan de la prison *Modelo* de Madrid



- 6 On les appelait prisonniers « sociaux », d'une part parce qu'ils étaient la plupart du temps anarchistes ou anarcho-syndicalistes : les hommes de ce mouvement, organisés depuis 1910 dans la Confédération Nationale du Travail (CNT), répugnaient à accoler aux leurs le qualificatif honni de « politique »⁴. D'autre part, l'administration et la justice cherchaient en permanence à les assimiler aux délinquants de droit commun : leurs activités mettant en péril le sacro-saint ordre social n'étaient pas dignes du qualificatif de « politiques »⁵. Les propagandistes et organisateurs anarchistes tombaient aussi, souvent, sous le coup d'accusations de vagabondage ou d'outrages aux autorités. Enfin, leur pratique de l'action directe les exposait à des emprisonnements pour vol, port d'arme, homicide, attaque à main armée. Il existait donc une frange de la population carcérale de droit commun correspondant à ces militants, sans compter ceux dont les délits ou les crimes n'étaient pas politiquement motivés, mais qui appartenaient à des secteurs proches des milieux libertaires ou sensibles à leur discours de révolte et de « reprise individuelle ».
- 7 Sous la République, la présence de prisonniers politiques dans la *Modelo* est plus notable encore que sous la dictature, bien qu'une bonne partie des détenus aient été libérés par un assaut de la CNT à la faveur de l'agitation entourant la proclamation du nouveau régime le 14 avril 1931. En août de la même année, ils sont encore assez nombreux, concentrés dans la deuxième galerie de la prison, et entament une grève de la faim en vue d'obtenir une amnistie. Devant

le refus des autorités et les signes de faiblesse donnés par quelques-uns des « politiques », les droits communs se joignent un moment à eux dans la grève, par solidarité et ponctuellement, preuve supplémentaire de l'absence d'une frontière identitaire radicale entre les deux groupes. Au début du mois de septembre 1931, une courte mais spectaculaire mutinerie a lieu, partant de la deuxième galerie et s'étendant à toute la prison. Les détenus se rendent maîtres des bâtiments et brûlent au centre des galeries portes et mobilier, incendient l'école, les ateliers et la chapelle avant d'être réduits par l'intervention de l'armée. Ce genre d'événements se répète avec plus ou moins de gravité dans les années suivantes, en particulier en 1933, quand de nombreux anarchistes sont incarcérés après des tentatives de soulèvement en Catalogne⁶.

8 Cependant, il est important de noter que les grands épisodes répressifs contre le mouvement anarchiste, ou plus largement, le mouvement ouvrier, ne remplirent pas les galeries de la *Modelo*. En 1909, eut lieu la « semaine tragique », révolte populaire antimilitariste et anticléricale de grande ampleur, qui vit des dizaines d'églises brûler et la répression anti-ouvrière se déchaîner. Les centaines d'activistes anarchistes emprisonnés et torturés le furent dans le château de Montjuich, qui était une place militaire. De même, sous la République, le 6 octobre 1934, une grève générale à Madrid et à Barcelone, accompagnée dans cette dernière d'une tentative indépendantiste, fut suivie dans la région minière des Asturies, d'un soulèvement révolutionnaire que l'armée mit quinze jours à écraser dans le sang. Ce mouvement provoqué par l'entrée au gouvernement d'une droite considérée comme « fasciste », fut suivi dans toute l'Espagne d'une répression spectaculaire : les centaines et les centaines de militants arrêtés – 30 000 à l'échelle du pays –, furent envoyés dans les bateaux-prisons du port de Barcelone, et dans le pénitencier de Puerto de Santa María, dans la province de Cadix. Après ces événements, la *Modelo* retrouva sa routine, jusqu'au 18 juillet 1936, quand l'armée, menée par des généraux comme Francisco Franco et soutenue par l'Église et les partis de droite et d'extrême droite, se souleva pour renverser la République.

9 Pendant toute son histoire, la *Modelo* avait été victime du penchant répressif des différents régimes qui se succédèrent depuis la fin du XIX^e siècle : il n'existait pratiquement pas de police urbaine moderne, tous les conflits étaient résolus par la confrontation violente, souvent avec l'intervention de l'armée, et dans les campagnes, les postes de la *Guardia civil* faisaient souvent figure d'armée d'occupation, de gardiens de la propriété travaillant en étroite collaboration avec la milice des élites catalanes, le *somatén*. Pourtant, à l'occasion d'explosions extraordinaires de l'agitation sociale, en 1909 ou en 1934, elle n'apparut pas comme le lieu de la répression politique : peut-être que la contradiction avec sa mission première de correction des droits communs, point trop gênante quand des « malfaiteurs » anarchistes entraînaient un par un ou par groupes réduits, serait devenue trop flagrante si elle avait dû être associée à des mouvements répressifs de grande dimension.

10 Au cours de la guerre civile, elle fut cependant au centre d'une vague répressive d'une ampleur rarement atteinte, visant en particulier le mouvement libertaire, alors même que l'administration pénitentiaire aux mains des républicains catalanistes prétendait la faire renouer avec sa vocation première de prison-modèle. L'existence même de la répression et son sens politique furent des enjeux politiques cruciaux dans l'arrière catalan.

II. L'ambivalence de la *Modelo* au cours de la guerre civile

11 La tourmente dans laquelle fut prise la *Modelo* ne fut pas seulement celle de la guerre, ce fut aussi celle de la révolution. La tentative de coup d'État des militaires et des traditionalistes déclencha en retour la révolution, celle-là même qu'ils prétendaient conjurer en renversant la République. Devant la rébellion des généraux, le gouvernement libéra les soldats de leur devoir d'obéissance, et au moment même où les organisations ouvrières se rendaient maîtresses d'importants stocks d'armes, l'armée et la police étaient dissoutes dans ce qui allait devenir, après la fixation d'un front, le « camp républicain ». Immédiatement, surgirent des milliers

de comités qui prirent en main le pouvoir sur le plan municipal et dans les usines et les ateliers : ils commencèrent à collectiviser de nombreuses terres, les fabriques, les services et le petit commerce. Des unités miliciennes furent créées pour aller libérer les zones passées sous contrôle rebelle et d'autres mirent en place à l'arrière un nouvel ordre, révolutionnaire. Ces bouleversements s'accompagnèrent de milliers d'exécutions et d'assassinats dont la plupart eurent lieu dans les gros villages et les petites villes et furent l'œuvre des comités en question, ou des colonnes de miliciens qui rejoignaient le front. Les victimes étaient les prêtres, des propriétaires et des militants locaux de l'extrême droite. À Barcelone, le Palais de Justice fut pris par un comité dominé par les anarchistes, la *Oficina jurídica*, qui administra une justice civile gratuite et progressiste (il prononça de très nombreux divorces) et de très nombreuses amendes et réquisitions auprès des personnes considérées comme partisans du soulèvement. On a décrit cette situation comme étant celle du double pouvoir, où coexistaient un pouvoir étatique se relevant difficilement de son effondrement, et un pouvoir révolutionnaire éclaté en multiples comités, même s'il fut incarné pendant l'été 1936 par un Comité Central des Milices Antifascistes (CCMA), véritable gouvernement de la Catalogne dans les faits⁷.

12 Dans cette région, la reconstruction de l'État passa par un processus d'autonomisation des institutions régionales créées au début de la République, en 1931, et bridées pendant plusieurs années par les gouvernements siégeant à Madrid. Ces institutions étaient celles de la Généralité, avec une assemblée, un Président et un gouvernement. En 1932, un statut d'autonomie prévoyait le transfert des compétences d'ordre public, police, justice et prisons, à la Généralité, mais les décrets d'application n'étaient jamais parus. À la faveur du bouleversement de l'été 1936, la Généralité s'arrogea ces compétences sans consulter Madrid. Le 12 août, elle s'appropriä le service des prisons, et le lendemain, était créé un Comité des Prisons, composé de représentants de toutes les organisations « antifascistes » siégeant au CCMA. Un mois après, en même temps que ce dernier était dissout et laissait la place à un gouvernement d'unité intégrant des dirigeants de l'organisation majoritaire, la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) et même de sa colonne vertébrale idéologique, la *Federación Anarquista Ibérica*, le Comité des Prisons devenait Comité des Services Correctionnels.

13 La question de l'ordre public et celle des prisons étaient au centre du processus de reconstruction de l'État, et de l'action de ce nouveau gouvernement. Au sein de celui-ci, la direction de la CNT collaborait avec les communistes du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM, communiste antistalinien), ceux du Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC), affilié à la III^e internationale, les syndicalistes de l'Union Générale des Travailleurs (UGT) et le parti Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, « Gauche républicaine catalane »). Elle fut amenée à pratiquer une politique mesurée qui entra bientôt en contradiction avec les initiatives locales de ses militants, pleinement engagés dans la transformation révolutionnaire⁸.

14 Dès l'après-midi du 19 juillet, la *Modelo* avait été prise d'assaut par les anarchistes armés et les quelques 800 prisonniers avaient été libérés, en grande majorité des droits communs⁹. Les prisonniers politiques avaient été libérés bien avant, à la suite de la victoire en février 1936 du Front populaire, coalition électorale reposant sur la promesse de libération des 30 000 prisonniers de la répression de 1934. En même temps que la *Modelo* était vidée, de multiples lieux de réclusion apparaissaient dans la ville et alentours, organisés par les différents partis pourvus chacun de leurs milices ou « patrouilles ». Ces prisons illégales ou privées devinrent ensuite fameuses sous le nom de « checas », en référence à la première police politique soviétique, la Tcheka : on les trouvait aussi bien à Barcelone, qu'à Madrid ou Valence, et les mauvais traitements et exécutions sommaires n'y étaient pas rares¹⁰.

15 Dans ces conditions, la *Modelo* de Barcelone apparut comme un point de départ pour la restauration de la légalité républicaine et les premières mesures renouèrent avec le projet d'un traitement des détenus orienté vers la correction et la réhabilitation, selon une conception qui cherchait à s'opposer à la répression pure et simple des déviants. Le corps

des gardes de sécurité fut dissout et remplacé par un corps « d'auxiliaires-réformateurs », une Inspection Permanente des Prisons fut créée, pour veiller à l'application des nouvelles mesures d'humanisation des conditions de détention. Le régime intérieur de l'établissement fut assoupli, et l'amélioration du confort des détenus fut facilitée par le faible taux de remplissage maintenu pendant les premiers mois de la guerre. Le personnel, du simple gardien au directeur et à l'administrateur, était composé de militants des organisations en lutte, avec une domination nette de la CNT. La gauche républicaine catalane et les anciens prisonniers « sociaux » de la CNT s'entendaient pour améliorer le régime intérieur de l'établissement en conformité avec leurs principes « humanistes ».

16 Les militaires prisonniers étaient gardés dans d'autres lieux, en particulier les bateaux-prisons du port de Barcelone. Cet éloignement des « politiques » de la *Modelo* venait aussi de la peur des « *sacas* », c'est-à-dire des expéditions pour faire sortir et ensuite massacrer les prisonniers : la *Modelo* de Madrid avait été le théâtre de tels événements au début de l'été¹¹. Cependant, à Barcelone, il devint vite évident que les murs de la prison cellulaire étaient plus sûrs pour tous ceux dont la vie était ainsi menacée, et la *Modelo* accueillit rapidement de nombreux religieux qui se sentaient plus en sécurité là que dehors, où ils risquaient d'être emmenés par une patrouille dans une des prisons privées ou directement au cimetière. Ils furent bientôt rejoints, à l'automne, par les officiers rebelles faits prisonniers le 19 juillet 1936, chaque groupe occupant toute une galerie. La prison-modèle représentait la légalité face à la répression « incontrôlée » et sanglante dénoncée par tous. Au fur et à mesure de la récupération de l'autorité par le gouvernement de la Généralité, les prisons privées furent fermées et la *Modelo* redevint le centre de la vie pénitentiaire : sa capacité maximale fut atteinte au tournant de l'année, et en février 1937, elle comptait déjà plus de 1 000 détenus (pour 710 places).

17 La suite de la guerre vit s'aggraver de mois en mois la surpopulation de la prison. En réalité, le nombre de prisonniers augmentait dans toute la Catalogne, ce qui obligea la Généralité à coordonner un réseau de lieux de rétention, prisons et camps, dont la *Modelo* était le centre. Pour toute la durée de la guerre, elle vit passer plus de 14 000 individus, dont la moitié entrèrent pendant l'année 1938. Déjà en mai 1937, elle atteignit le chiffre de 1 500, le double de sa capacité. En 1938, elle dépassa à plusieurs reprises le triple, 2 100 détenus¹². Cette année-là, les départs et les arrivées eurent souvent lieu par groupes de plusieurs dizaines ou centaines : des prisonniers arrivaient de petites prisons des provinces ou étaient transférés vers les camps de travail ou des bataillons disciplinaires envoyés immédiatement au front.

18 Au milieu de l'année 1938, la *Modelo* était devenue, sous l'autorité de la Généralité, le principal carrefour et la tête d'un réseau qui comptait en Catalogne 13 prisons préventives et 4 correctionnelles, auxquelles il faut ajouter à Barcelone, son annexe de Sant Elies, habilitée en juin 1938 ainsi que la prison des femmes (*correccional de dones*), sise dans un ancien couvent. Un deuxième ensemble fournissait des détenus à la *Modelo* ou permettait de soulager régulièrement sa surpopulation : la prison d'État de la rue *Deu i Mata* créée en juin 1938, la prison militaire de Montjuich et son annexe du *Pueblo Español*, les trois bateaux-prisons, *Vapor Argentina*, *Vapor Uruguay* et *Villa Madrid*, et surtout les six camps de concentration dont quatre dépendaient de la Généralité, un de la Direction Générale des Prisons du gouvernement central et un du SIM, le Service d'Information Militaire, police militaire et politique créée en 1937. Ce dernier organisme disposait aussi d'un certain nombre de centres de détention par lesquels passaient de nombreux prisonniers avant d'arriver à la *Modelo*. Si l'on additionne les capacités d'accueil maximales de toutes les prisons (maxima atteints à l'été 1938), on obtient un nombre général de prisonniers proche de 8 000, auxquels il faut ajouter les milliers passés par les camps¹³. La *Modelo* n'était plus l'incarnation d'un projet de réhabilitation de quelques centaines de détenus dans une Catalogne ennemie de l'oppression; elle était devenue la pièce centrale d'un système où les détenus étaient des milliers, amassés selon une logique contraire à l'isolement cellulaire, et parmi lesquels les

droits communs étaient une petite minorité¹⁴. Alors qu'à l'automne 1936, elle incarnait la légalité et un traitement humain des détenus, moins de deux ans plus tard, elle recevait des prisonniers des « checas » du SIM, de sombre réputation, et en envoyait dans des camps où l'arbitraire et la violence étaient quotidiens¹⁵.

19 La situation avait beaucoup changé depuis la fin de 1936 : les changements sur le plan militaire et surtout sur le plan politique avaient fait naître une autre forme de répression, légale et régulière, partie intégrante d'un nouvel ordre politique, aux antipodes de l'ordre révolutionnaire de l'automne 1936, et s'appuyant sur le consensus de tous les partis pour militariser la société face à l'avancée des armées franquistes. Le gouvernement né en septembre 1936 après la dissolution du Comité central des milices antifascistes, avait été remanié en décembre sur la base d'un programme encore plus modéré, comprenant par exemple la transformation des milices ouvrières combattant sur le front en une « armée populaire » dirigée par le seul gouvernement (et non plus par les partis et les syndicats comme l'étaient les milices). Ces changements nous intéressent en ce qu'ils sont directement liés à l'évolution dans la composition de la population carcérale.

20 Au début du mois de mai 1937, des affrontements éclatent à Barcelone et, par contagion, dans plusieurs parties de la Catalogne (le Sud, l'axe Vic-Ripoll), opposant les partisans de la guerre révolutionnaire, anarchistes de la CNT-FAI et communistes antistaliniens du POUM, aux partisans de la légalité républicaine, communistes officiels du PSUC, syndicalistes de l'UGT (Union Générale des Travailleurs) et catalanistes de l'ERC, et font des centaines de morts et des milliers de blessés. Depuis le début de la guerre, la politique de reconstruction de l'État républicain et de lutte contre les « excès révolutionnaires » avait été directement impulsée par le PSUC et l'ERC, la direction de la CNT ne faisant que suivre le mouvement, au grand dam de ses militants. Cette politique s'était heurtée à ces militants et à leurs organisations de base, et en particulier au fait qu'ils étaient armés et s'appuyaient sur des institutions révolutionnaires nées au cours de l'été 1936, comme les « Patrouilles de Contrôle », sorte de police ouvrière dans laquelle les anarchistes dominaient. Au printemps 1937, après que la Généralité ait retrouvé l'essentiel de son autorité sur les villes et les villages de l'intérieur, grâce à la dissolution des comités révolutionnaires et la reconstitution d'équipes municipales pluralistes, la dissolution des groupes armés contrôlés par la CNT était à l'ordre du jour. Cette question fut la raison principale des sanglants affrontements du 3 au 8 mai.

21 À la suite de ces « journées », les « Patrouilles de Contrôle » sont dissoutes et les corps réguliers de la police, des Gardes d'Assaut et des Carabiniers deviennent les seuls représentants de l'ordre et voient leurs effectifs multipliés dans la région. La justice républicaine, elle aussi, se recompose et prend appui pour cela sur le châtement des adversaires de la veille, anarchistes et POUMistes. Des centaines de militants sont arrêtés dans les quatre provinces catalanes, et même des milliers, puisqu'on a pu établir une liste incomplète de 3 700 noms d'adhérents de ces courants arrêtés entre mai 1937 et janvier 1939, ce qui place cette répression à la même hauteur que celle de 1934-1935¹⁶. Le POUM est dissout et la CNT est, dans certaines parties de la Catalogne, presque désarticulée. Plus de la moitié des prisonniers de ces deux organisations passent par la *Modelo*, surtout entre juin 1937 et juin 1938, occupant dans cette prison les deux premières galeries et une partie de la quatrième¹⁷. Leur nombre atteint 500 dès le mois d'octobre 1937 et monte même à 700 en février 1938.

22 À partir du printemps 1938, la CNT revient au gouvernement, dans un contexte difficile d'offensive franquiste victorieuse en Aragon. Ayant donné à ses adversaires politiques communistes et républicains des gages de « bonne conduite » et ayant prouvé qu'elle pouvait contrôler ses propres rangs, elle est récompensée par la fin de la répression : le mouvement d'arrestation se termine donc et les prisons se vident de la plupart de leurs détenus anarchistes. Mais aux « prisonniers antifascistes » succèdent alors, encore plus nombreux, les individus arrêtés au titre de la cinquième colonne, du défaitisme, de la désertion ou de tous les trafics liés

- à la survie alimentaire. Ceux-ci ne sont plus à proprement parler des prisonniers politiques, ils sont les victimes d'une situation où, la guerre se prolongeant et la défaite devenant prévisible, la société catalane est de plus en plus disciplinée, contrainte et militarisée par un gouvernement unitaire dont la voix est relayée dans les villes et les villages par des comités de Front populaire et des municipalités aux ordres, et qui s'appuie, pour la répression des déviances, sur la justice expéditive des Tribunaux Spéciaux et une police politique dont le nom fait trembler : le SIM¹⁸.
- 23 Dans ce contexte, la population carcérale présente à la *Modelo* a un profil qui tend à troubler l'image de la prison voulue par les réformateurs de la justice catalane : les droits communs y sont minorité et les autres détenus sont organisés en communautés relativement homogènes. Les six galeries sont clairement identifiées par les groupes qui les occupent. Les deux premières sont celles des « prisonniers antifascistes », la première étant peuplée de militants de la CNT, et la seconde de POUMistes. La troisième galerie était celle des « messieurs », c'est-à-dire des franquistes, souvent officiers. La quatrième galerie, était appelée la « xarcuteria » (charcuterie) car elle était peuplée de délinquants et criminels de droit commun, les « xoriços », du verbe gitan « xurar », qui signifie voler (dont le correspondant en France est l'argot « chourer »). On y trouvait aussi de nombreux « antifascistes » accusés de délits de droit commun, ou simplement installés là parce que les deux premières galeries étaient combles. La cinquième galerie renfermait des détenus de toutes sortes : prévenus en attente de jugement, auteurs de crimes et de délits divers, accusés d'espionnage, de paroles défaitistes, de trafics liés au marché noir, etc. La sixième et dernière galerie était appelée le
- 24 « monastère » car les prêtres et les moines y étaient majoritaires¹⁹.
- En dépit de cette diversité, les autorités pénitentiaires continuaient à tenir le même discours, celui de la réhabilitation et de la correction des délinquants. Le Directeur Général des Services Correctionnels déclarait en novembre 1937, avec les mêmes mots que ses prédécesseurs du début du siècle : « la Généralité pourra bientôt compter sur un réseau parfait et complet de prisons correctionnelles et préventives, servies par un personnel compétent et discipliné, et inspiré par les règles de justice qui doivent transformer les vieilles prisons en des lieux agréables et confortables, où, grâce au travail et à la culture, les délinquants seront convertis en hommes utiles pour la société »²⁰.
- 25 Le discours restait le même, mais il était difficile de le réaliser dans les faits. Le ministre de la Justice de la Généralité, l'archéologue catalaniste Bosch Gimpera, avait bien conduit une épuration du personnel de la *Modelo* et des autres prisons de la région, en destituant tous les directeurs, administrateurs et gardiens proches de la CNT ou du POUM, et les remplaçant par des républicains, les problèmes restaient les mêmes : une hégémonie politique avait succédé à une autre, et la prison était aux deux tiers pleine de militants des secteurs perdants. Même si le ministre évoquait des questions de discipline et de compétence, il était clair que les changements de personnel répondaient à la nécessité de s'adapter à une nouvelle mission de la *Modelo*, assurer l'efficacité de la répression politique²¹. La contradiction entre la « nature » d'un centre voué théoriquement à la correction-réhabilitation des délinquants et la réalité d'une population carcérale liée à une répression politique, contradiction évitée en 1909 et en 1934 comme on l'a vu, apparaissait cette fois crûment. La stratégie de l'administration et des tenants de l'ordre en général fut donc de nier le caractère politique des détentions, tandis que de leur côté, les prisonniers faisaient le contraire, comme on va le voir à présent.

III. La lutte pour la reconnaissance d'une répression politique

- 26 Dans les deux premières galeries de la *Modelo*, les détenus appartenant à la CNT, à la FAI, aux Jeunesses Libertaires et au POUM, développèrent une activité politique riche, qui avait pour conséquences, non seulement de briser l'isolement cellulaire idéal entre les prisonniers (devenu illusoire à cause de la surpopulation qui obligeait à loger quatre hommes par cellule),

mais aussi l'isolement d'avec l'extérieur. Ils se battirent pour être reconnus comme des prisonniers politiques, contre l'administration, mais aussi contre les organismes extérieurs chargés en principe de leur défense. Ils apparurent finalement comme un acteur nouveau de la vie politique catalane, dont l'influence fut sensible sur l'ensemble du mouvement libertaire.

Une vie politique active à l'intérieur de la prison

- 27 Suivant une tradition déjà bien établie et dont les dernières manifestations ne dataient que d'un peu plus d'un an, ils constituèrent dès le début de l'été un *comité pro-presos interior*, c'est-à-dire littéralement, le comité « pour » les prisonniers qui devait relayer à l'intérieur de l'établissement le travail de solidarité et de défense mené à l'extérieur par les multiples *comités pro-presos* créés par les syndicats de branche de la CNT. On verra plus loin les difficultés de ce relais extérieur et les conséquences sur les positions et l'activité des détenus; intéressons nous pour le moment à l'activité politique générale à l'intérieur des murs.
- 28 Chacune des deux galeries, celle des anarchistes et celle du POUM, élisait son comité représentatif lors d'assemblées générales tenues dans le couloir ou dans la cour. Un comité central, dominé par la CNT-FAI, mais intégrant des représentants du POUM et des militants étrangers appartenant à diverses organisations, parlait au nom de tous les « antifascistes ». Une telle organisation avait tout d'abord des conséquences directes sur la vie à l'intérieur de la prison : l'établissement, avec l'administration, d'un rapport de forces favorable aux détenus, facilité par le fait que jusqu'en décembre 1937, le personnel de la *Modelo* comprenait des militants de la CNT, mais aussi par la peur des gardiens devant ces hommes vindicatifs qui disposaient d'amis organisés à l'extérieur et pouvaient être libérés d'un jour à l'autre à la faveur d'un retournement de la situation politique, ou grâce à des pressions sur les tribunaux. La *Modelo* de Barcelone n'était pas la seule prison où existait un comité de prisonniers : le réflexe se manifestait dans tous les endroits où des militants ouvriers étaient incarcérés. Mais nulle part leur activité n'atteignit de telles proportions ni ne fut aussi importante pour la vie politique de l'arrière.
- 29 Les prisonniers avaient ainsi obtenu l'ouverture des portes des cellules du lever du jour jusqu'au soir, et la communication entre les deux galeries. Mieux, ils surveillaient les entrées dans la prison et sélectionnaient les nouveaux venus, les répartissant entre les différentes galeries : ils vérifiaient l'identité politique des arrivants et les destinaient aux deux premières galeries ou à la troisième, celle des « xoriços ». Comme tout le monde pouvait être porteur d'une carte d'un syndicat, ils étaient amenés à vérifier, grâce à leurs relais avec l'extérieur, la qualité de militant de ceux que personne ne connaissait de vue. Contre les prérogatives de l'administration, ils préservaient ainsi l'homogénéité de leurs galeries. Ils tenaient aussi l'infirmerie, la blanchisserie et la bibliothèque de la prison. Dans cette dernière, ils opérèrent une sélection parmi les livres et en firent acheter ou livrer de l'extérieur, pour constituer une « bibliothèque antifasciste », dont chaque volume était marqué par le tampon encreur du comité.
- 30 Leur pouvoir leur permettait d'imposer la venue, jusque dans les galeries, des délégués de la Commission Juridique Régionale de la CNT, chargés de l'assistance juridique : ceux-ci ne s'arrêtaient pas au parloir, ils allaient s'entretenir avec les prisonniers cellule par cellule, et pouvaient même tenir des réunions à huis clos avec certains dirigeants anarchistes emprisonnés : ce cas nous est signalé par une lettre de Francis Danon, anarchiste français qui évoque la sollicitude particulière des hommes de la Commission Juridique pour Aurelio Hernández, ex-président du Comité à l'Ordre Public.
- 31 Grâce à ce même Danon, qui fut secrétaire d'une assemblée générale de la première galerie, on peut en décrire le déroulement probable : ces réunions commençaient par un examen détaillé des comptes présentés par le trésorier. Les détenus pouvaient « cantiner » individuellement, mais ils le faisaient le plus souvent en groupe, et recevaient de l'argent et des dons en nature de la part de leurs sections syndicales. Celles-ci devaient aussi verser à leur famille une indemnité

régulière correspondant au salaire qu'ils ne percevaient plus depuis leur arrestation, d'où l'importance des contrôles d'identité militante. Tout y est consigné, les dépenses en pharmacie, barbier, nourriture, tabac, vêtements, savons, papier et stylos, timbres et surtout journaux politiques, jamais assez nombreux. Les prisonniers votent le quitus et discutent ensuite de la modification des demandes (plus de sucre, plus de café...). L'assemblée passe ensuite à la discussion politique : lecture est donnée de la dernière lettre adressée aux comités directeurs des organisations libertaires, de la réponse de ceux-ci, et de la proposition de réponse du secrétariat du *comité pro-presos interior*.

32 D'autres thèmes sont ensuite abordés et suscitent une vive discussion : il s'agit du droit pour certaines catégories de prisonniers – les militants du POUM syndiqués à la CNT et les anarchistes étrangers –, d'assister aux réunions et de participer au vote. La question est de savoir si cette réunion est une assemblée « statutaire » de militants de la CNT, ou si les circonstances doivent en changer le caractère. Ce débat ne fut pas tranché lors de cette assemblée, et on en verra plus loin les suites et les implications.

33 Les prisonniers développaient une activité politique sur deux plans : intérieur et extérieur à la prison. À l'intérieur, outre les assemblées destinées à se doter de représentants et à discuter des actions à mener (grèves de la faim, grève des communications, lettres aux autorités et aux organisations), ils éditaient des journaux et organisaient des cours de formation politique, des débats et des spectacles. On a la trace d'un programme de conférences organisé en novembre 1937 sur une semaine : des orateurs de diverses organisations s'exprimaient sur des questions politiques générales ou touchant la situation de guerre, recevaient la contradiction d'adversaires, tentaient de convaincre les hésitants. On put entendre cette semaine, un orateur de la CNT, un autre des jeunesses libertaires, un militant du POUM, un autre du petit groupe trotskiste des Bolchéviques-léninistes et même l'anarchiste Jaime Balius, le fondateur du journal *El Amigo del Pueblo*, très critique envers la direction de la CNT et que celle-ci avait exclu à grand bruit, mais qui jouissait dans la prison d'une certaine estime, et dont la machine à écrire servait à toutes les proclamations, lettres et affichages.

34 On dispose aussi du programme d'une après-midi « culturelle » proposée aux prisonniers par deux petites troupes constituées *ad hoc* dans la prison : on y trouve du chant flamenco, des sketches comiques, du tango, de la « jota », de la « zarzuela », des acrobaties, des poésies et des contes, etc. On sait par une lettre du même Français, Danon, que cette journée fut un franc succès.

35 Ces événements étaient annoncés par voie d'affiche sur les murs des galeries, aux côtés des journaux de la prison. Les militants du POUM éditaient dans la deuxième galerie un périodique manuscrit appelé « 3 de mayo. Organe du POUM dans la *Cárcel Modelo* », tandis que les anarchistes participaient à l'édition, assurée à l'extérieur, d'un journal régulier et imprimé par des groupes radicaux non contrôlés par la direction de la CNT : le journal *Alerta* était affiché dans la première galerie.

La prison, point de départ d'une lutte politique autonome

36 L'activité intérieure à la prison comprend aussi les actions collectives, mutineries et débordements divers dont les « prisonniers antifascistes » furent les auteurs. La première initiative fut une menace de grève de la faim en juin 1937, pour réclamer leur libération immédiate et la cessation de toute répression contre les militants de la CNT et du POUM. Par la suite, il y eut d'autres lettres enflammées adressées à la direction anarchiste, les 5 juillet et 9 septembre. Le 12 juillet, les prisonniers menaçaient de nouveau d'une grève de la faim. Il y eut aussi, dans les deux premières galeries de la *Modelo*, un certain nombre de chahuts et de révoltes qui aboutirent par contrecoup à un renforcement de la discipline et à un affaiblissement de l'organisation interne des prisonniers²². Le 2 septembre 1937, eut lieu un affrontement avec les prisonniers « fascistes » de la troisième galerie. Au moment de rentrer dans les cellules, le soir, un groupe d'anarchistes se mit à chanter une chanson satyrique visant

- le secrétaire général du PSUC, Joan Comorera. Quelques minutes après, les prisonniers de la troisième galerie répondirent par des « Vive Franco, Vive l'Espagne ! » et par un hymne fasciste, ce qui provoqua cris, sifflets et un grand chahut selon la direction de la prison²³.
- 37 Fin septembre, d'autres incidents intervenus dans les deux premières galeries motivèrent le déplacement de la Commission Juridique de la CNT qui incita le comité intérieur des prisonniers à expulser les « éléments perturbateurs ». Le 19 octobre, un agent de sécurité de la prison fut agressé et désarmé par un groupe de « prisonniers antifascistes » emmenés par le responsable métallurgiste et dirigeant du *comité pro-presosinterior*, Domingo Justo Bueno. La tentative de l'administration d'isoler ensuite celui-ci dans un cachot fut vaine, du fait de la résistance des prisonniers.
- 38 Le mois de novembre commença par plusieurs incidents qui firent monter la tension : le 2, un certain nombre de fonctionnaires des prisons étaient renvoyés pour manque de sévérité envers les détenus antifascistes. Beaucoup étaient adhérents de la CNT et du POUM. Quelques jours après, ce fut le tour du directeur, remplacé par un ancien policier, Gaspar Dalmau. Le 9 novembre, une grève de la faim fut décidée par plusieurs antifascistes étrangers. Le 13, une tentative d'évasion massive des « antifascistes » fut découverte : un tunnel conduisant à l'extérieur de la prison avait été creusé depuis une cellule de la seconde galerie et était presque terminé. Le lendemain matin, les cellules ne furent pas ouvertes, par mesure de rétorsion, ce qui provoqua le début d'une mutinerie, calmée seulement par des tirs d'avertissement au pistolet mitrailleur. La perte de cette possibilité d'évasion, sur laquelle comptaient tous les antifascistes, fut un rude coup qui leur fit perdre beaucoup d'espoirs. Le 18, une fouille dans la deuxième galerie se termina par la découverte d'un pistolet et de trois chargeurs. Les quatre occupants de la cellule furent punis, et devant leur résistance, transférés à la ville voisine de Sabadell.
- 39 Tous ces incidents aboutirent le 29 novembre à une mutinerie qui prit prétexte de la mauvaise qualité de la nourriture : les prisonniers des galeries une, deux et quatre, arrachèrent les grilles et les portes de fer de plusieurs cellules et furent difficilement réduits par le personnel de surveillance. Le 30 novembre, le secrétaire régional de la CNT, Domenech, rendit visite au ministre de la Justice Bosch Gimpera et parvint à un accord avec lui : expulser de la prison tout élément perturbateur qui ne se conduirait pas comme « authentique antifasciste ». Le ministre avertit que l'attitude des prisonniers pouvait avoir de graves conséquences : la création dans la prison d'un tribunal militarisé qui œuvrerait de la manière la plus sommaire. Domenech lui promit alors de visiter les prisonniers à la *Modelo* pour leur rendre compte de cette menace et leur demander le plus grand calme²⁴. La direction de la CNT se méfiait beaucoup de ces militants emprisonnés car beaucoup d'entre eux avaient déjà émis, au printemps de 1937, avant la vague d'arrestations, de fortes critiques envers sa politique de collaboration avec les institutions gouvernementales et avec les autres partis. La mise en place d'une Commission Juridique, organe administratif soumis au comité régional de la CNT, avait eu pour objectif de décourager la formation de *comités pro-presos* extérieurs, de dessaisir les syndicats de base de l'aide aux prisonniers, pour ne pas que ceux-ci entraînent toute l'organisation dans une révolte contre les dirigeants.
- 40 Trois jours après ces incidents, en contradiction avec la bonne entente apparente à laquelle étaient arrivés Bosch Gimpera et Domenech, eut lieu l'épisode du transfert, avant l'aube, de 230 des antifascistes les plus « dangereux », la moitié des deux premières galeries, à demi-nus, sous la surveillance de 1 500 Gardes d'Assaut surarmées. Ils furent conduits vers plusieurs prisons de la province (Sabadell, Terrassa, Sant Feliu, Vic, Mataro). Les comités de galeries furent dissous, les prisonniers isolés dans leurs cellules, les nouveaux arrivants répartis à discrétion du directeur dans différentes galeries. Le choc fut énorme sur le moment, car de nombreux prisonniers s'attendaient à être exécutés loin de la prison.

- 41 Les incidents ne s'arrêtèrent pas là, le 22 janvier 1938, un garde ayant tiré sur les occupants d'une galerie et blessé un prisonnier, une nouvelle mutinerie des galeries 1, 2 et 4, eut lieu au matin et se répéta dans la journée après un nouvel incident avec les sentinelles. Les mêmes galeries tentèrent de profiter d'un bombardement franquiste trois jours plus tard pour mettre le feu à plusieurs bâtiments de la prison et tenter de fuir massivement par la grande porte. Seule l'intervention de deux compagnies de carabiniers put empêcher cette évasion. Le 2 avril, le *comité pro-presos* décidait d'une nouvelle grève des parloirs²⁵.
- 42 La dernière mutinerie importante, malgré le transfert en février de plus d'une centaine « d'antifascistes » vers les bateaux-prisons *Uruguay* et *Argentina*, eut lieu le 20 avril, et fit quatre victimes mortelles parmi les prisonniers et de nombreux blessés, dont le commandant des Gardes d'Assaut. Là encore, il s'agissait d'une tentative d'évasion en masse des « antifascistes » qui faillit réussir²⁶. Dans les jours qui suivirent, 800 prisonniers de toutes tendances furent transférés vers la toute nouvelle prison d'État de la rue Deu i Mata, le couvent de Sant Elies et les camps de travail de la région. D'autres incidents, tenant plus du chahut que de la mutinerie eurent lieu en mai et en septembre 1938.
- 43 Si ces manifestations furent en grande partie les conséquences d'incidents ponctuels, elles n'en étaient pas moins préparées par les prisonniers, comme des manifestations politiques. Un rapport sur l'activité politique des anarchistes étrangers à l'intérieur de la prison ne laisse aucun doute là dessus : il énumère les actions auxquelles ces militants participèrent :
- 44 1) Manifestation du « rancho » [i.e. « gamelle »]
 2) Manifestation du pain
 3) Bombardement de la prison par l'aviation fasciste et sanglants incidents qui s'ensuivirent
 4) Le « plante » ou résistance passive. Occupation pacifique de la prison par les... prisonniers !
 5) Les diverses tentatives d'évasion (...)²⁷.
- 45 Lors de ces diverses actions collectives, mutineries et chahuts, les prisonniers politiques se rendirent maîtres à plusieurs reprises de la *Modelo*, mais eurent toujours une attitude très ferme vis-à-vis des détenus considérés comme « fascistes » : il leur arriva même de réprimer des mouvements de ces derniers (chahuts ou chants), se substituant de fait aux autorités pénitentiaires. Cette attitude est à relier avec leur exigence d'être envoyés sur le front au lieu de croupir en prison : ils se considéraient comme des combattants responsables de la « guerre contre le fascisme ».
- 46 On l'a aperçu dans cette énumération, les actions des prisonniers ne recevaient pas forcément l'aval de la direction de l'organisation à laquelle la majorité appartenait : la CNT. Ce désaccord est le signe d'un fossé beaucoup plus profond : les prisonniers, se considérant comme des politiques, et même comme les victimes d'un tournant contre-révolutionnaire de la politique en Catalogne, réclamaient une défense classique à leur organisation, c'est-à-dire une campagne publique d'agitation politique pour dénoncer l'existence scandaleuse de « prisonniers antifascistes » dans la République en guerre contre Franco. À cela, la direction de la CNT répondait par la négative : elle voulait éviter toute publicité autour de la répression en cours et surtout, éviter l'affrontement direct avec les adversaires politiques, car elle espérait revenir au gouvernement, ce qu'elle réussit en avril 1938, après l'effondrement du front d'Aragon. Elle privilégiait une défense juridique et individuelle des prisonniers, et avait institué pour cela une Commission Juridique fonctionnant comme un bureau technique, à l'inverse des formes habituelles des *comités pro-presos* qui avaient toujours privilégié les campagnes d'agitation publique.
- 47 Le différend avec la direction de la CNT, partant de questions de tactique comme la défense des militants, déborda rapidement en une opposition politique : l'attitude de la direction était le signe, pour les prisonniers, d'un abandon, non seulement de la tradition de solidarité anarchiste, mais plus encore, de « l'identité confédérale » et anarchiste dans son entier. Ils considéraient l'absence d'une agitation politique comme une démission devant ce qui

était ressenti comme l'offensive de la contre-révolution pour abattre la CNT, et même, de l'avis de certains, comme les prémices d'une recherche de solution négociée au conflit. Ils voyaient là un lien avec la politique de collaboration avec l'État menée par leur organisation et d'abandon de son programme révolutionnaire. C'est pour cette raison qu'en septembre 1937, les prisonniers en arrivèrent à agiter la menace d'une rupture politique avec la direction si celle-ci persistait à ne rien faire de plus pour eux²⁸.

48 Cette opposition se traduit de deux façons : d'une part, par les manifestations violentes des prisonniers à l'intérieur de la *Modelo*, face auxquelles la Commission Juridique Régionale assumait un rôle disciplinaire complémentaire de celui de l'administration pénitentiaire. D'autre part, l'indignation des prisonniers eut aussi des échos à l'extérieur de la prison : le déploiement d'une grande banderole exigeant leur libération immédiate et les sifflets adressés à Federica Montseny lors d'un meeting au théâtre Olympia le 21 juillet 1937 furent directement diligués par le *comité pro-presos* de la *Modelo* et organisés en collaboration avec des éléments extérieurs. Cette dirigeante de la FAI, qui avait été ministre du gouvernement républicain de novembre 1936 à mai 1937, symbolisait pour les anarchistes radicaux la collaboration gouvernementale et le renoncement aux principes révolutionnaires. Le discours de l'ex-ministre fut sans arrêt interrompu par des insultes et les cris de « Cimetières clandestins ! », « Les prisonniers, les prisonniers ! » « Berneri ! Berneri ! Nin ! Nin ! »²⁹.

49 Les prisonniers ne s'exprimaient donc pas qu'à l'intérieur de la prison : ils étaient en quelque sorte le noyau dur d'un courant anarchiste radical, qui contestait la direction de la CNT et de la FAI et développait pour son propre compte une campagne d'agitation faite de tracts et de journaux clandestins comme *Alerta*. Le thème principal de cette campagne était bien entendu la libération des « prisonniers antifascistes », et certains des détenus ou anciens détenus (libérés ou évadés) participaient à la rédaction des journaux en question. Mais à partir de l'analyse des raisons de la répression, ils développaient des critiques beaucoup plus larges sur la situation politique et la conduite de la guerre. La direction fut forcée de créer elle aussi un journal clandestin, *Libertad*, pour faire campagne pour la libération des prisonniers, et négocia avec les groupes radicaux pour qu'ils abandonnent leur propre publication, beaucoup plus critique et gênante pour son orientation. Les comités directeurs de la CNT usèrent de toutes sortes de pressions pour discipliner les prisonniers et la base même de l'organisation; ils s'associèrent aux autorités dans cette entreprise de disciplinarisation.

50 On a ainsi une situation originale : les prisonniers politiques de la *Modelo* ne se contentaient pas de maintenir une activité et une identité politiques comme cela est courant à l'époque. Ils en vinrent à constituer le fer de lance d'un courant contestataire et même à donner naissance à une nouvelle mouvance, une nouvelle identité politique. En effet, la notion de « prisonniers antifascistes » fut constituée dans la prison par les détenus, comme une revendication du caractère politique de leur incarcération et comme une protestation contre ce qu'ils voyaient comme le retour à l'ordre ancien. Elle fut constituée à la fois contre l'administration carcérale et les partis du gouvernement, mais aussi contre la direction de la CNT.

L'identité de « prisonniers antifascistes »

51 En premier lieu, naquit entre les prisonniers de la CNT et du POUM le sentiment fort de ne constituer qu'une seule communauté. Au cours de l'été 1937, il existait encore une relative séparation entre les prisonniers du POUM et de la CNT, et la discussion qu'on a évoquée lors de l'assemblée générale du 4 juillet en témoigne bien. Une grande méfiance éloignait les anarchistes des POUMistes, renforcée par le fait que les dirigeants du comité de la première galerie étaient des hommes d'action de la FAI de Barcelone traditionnellement ennemis de tous les marxistes. Quand au bout de quelques semaines, entrent à la *Modelo* des membres des comités révolutionnaires des petites villes et des villages catalans, moins doctrinaires et plus habitués à collaborer entre eux, cette méfiance s'atténua. Par exemple, les prisonniers de la

petite ville de Sitges, militants du POUM et de la CNT, se connaissaient bien et leur expérience commune les rapprochait. Mais c'est dans la prison, par leur activité politique conjointe pour protester contre la répression dont ils étaient victimes, que les détenus des deux organisations se forgèrent cette identité commune de « prisonniers antifascistes ».

52 On observe, dans des lettres de prisonniers de la CNT, dans le discours de certains anarchistes radicaux lors d'assemblées de la FAI à l'extérieur de la prison, ou dans les journaux clandestins libertaires comme *Alerta*, *Libertad* ou *El Amigo del Pueblo*, une influence nette des formulations POUMistes; or ces journaux étaient la voix des prisonniers et des courants anarchistes « irrédentistes » et victimes de la répression, de la part du gouvernement et des partis, mais aussi de la part de la direction de la CNT. Dans plusieurs cas de militants arrêtés pour diffusion de la presse clandestine, la police trouve chez eux des exemplaires de tracts et de journaux appartenant aux deux courants, anarchiste et POUMiste. Même si des rapports cordiaux existaient déjà en dehors de la prison, en particulier entre les jeunesses des deux organisations, et si de nombreux militants du POUM victimes de l'épuration du syndicat UGT par sa direction communiste, trouvèrent refuge à la CNT, il reste que le partage d'un sort commun et la cohabitation dans les deux premières galeries de la *Modelo*, les discussions et exposés contradictoires des positions des uns et des autres, ont été le facteur principal du rapprochement.

53 En second lieu, le refus de la direction de la CNT de situer la défense des prisonniers sur un terrain politique conduisit ceux-ci à prendre eux-mêmes l'affaire en mains : le choix du terme de « prisonniers antifascistes » était une adaptation au langage du Front populaire, une réponse à l'unanimité de l'antifascisme gouvernemental, dont la CNT se rapprochait de plus en plus. Les appeler seulement *presos sociales* n'avait pas ce caractère de revendication d'une légitimité politique supérieure. L'expression dénonçait le scandale permanent de l'existence, depuis mai 1937 de « prisonniers sociaux » dans l'Espagne antifasciste. Elle suggérait aussi que les véritables antifascistes étaient en prison. Ces hommes s'appelaient aussi souvent les « hommes du 19 juillet » : ils incarnaient « l'esprit du 19 juillet 1936 », en référence, moins à la date de la défaite des putschistes qu'à celle du début de la révolution. La situation qui leur était faite prenait donc une teinte très nette de revanche politique, de contre-révolution. Cette identité était proclamée par les lettres collectives adressées aux organisations et aux ministres, répétée tout au long des journaux clandestins et dans les dizaines de tracts.

54 Pour cette raison, les autorités, par la bouche des magistrats, du président du Palais de Justice, des ministres, des responsables de la police, n'avaient de cesse de ramener ces hommes à l'image de simples bandits, comme l'avaient fait depuis des décennies les tenants de l'ordre à l'égard des anarchistes : les miliciens refusant la dissolution des Patrouilles de Contrôle ou la militarisation des milices sur le front, étaient accusés de port d'armes illégal. Les participants aux affrontements de début mai 1937 étaient accusés d'homicide, sans que l'acte d'accusation puisse préciser combien de personnes avaient été tuées ni l'identité de la moindre d'entre elles. Les anciens membres des milices de surveillance de l'arrière, auteurs de réquisitions, même contrôlées par le Palais de Justice de l'époque, étaient tout simplement accusés de vol.

55 Les anciens membres des comités révolutionnaires à la tête des villages dans les premiers mois de la guerre, se voyaient reprocher les actes de répression de cette époque et les réquisitions effectuées auprès des riches du village : alors que les considérants des actes d'accusation étaient très clairement orientés vers la condamnation de « l'anarchie » de ce moment, les accusés avaient à répondre de crimes et de délits de droit commun : vol et assassinat. Ils étaient présentés comme des gens sans vergogne, des bandits ayant profité de « l'état de commotion du pays » pour se livrer à des crimes crapuleux, niant toute dimension politique à leur action. Enfin, les auteurs de distributions de tracts ou de journaux clandestins étaient accusés de défaitisme, au même titre que les imprudents commentant la situation du front sur un quai de métro. Formellement, il n'y avait pas de différence avec ce crime commun d'un

pays en guerre; pourtant, le décret sur le défaitisme contenait l'idée que toute critique envers l'action du gouvernement pouvait être punie. On peut se demander dans quelle mesure, pour les autorités, enfermer ces prisonniers dans la prison cellulaire tout en reprenant le discours de la correction et de la réhabilitation (au lieu de les rassembler ailleurs), n'était pas le moyen le plus simple de leur dénier la qualité de « politiques ».

56 La prison-modèle n'était censée renfermer que des criminels vulgaires et les auteurs d'une rébellion militaire. Le ministre de la Justice de la Généralité, réclamant plus de sévérité à la *Modelo*, parlait en janvier 1938 de la « position claire et nette » qu'il convenait d'avoir « envers les délinquants, qu'ils soient révolutionnaires ou pas »³⁰. Les « prisonniers antifascistes » rencontraient une difficulté supplémentaire : ils devaient lutter aussi contre la tendance de la direction de la CNT à adopter les critères de l'administration judiciaire et pénitentiaire. Ainsi, la Commission Juridique de la CNT rechignait à défendre les militants accusés de vol, ou de vagabondage (en vertu de la *ley de vagos y maleantes*, loi « sur les fainéants et les malandrins », antérieure à la guerre civile). Ce furent les prisonniers eux-mêmes qui imposèrent que la Commission défende les dizaines de militants de la CNT présents dans la quatrième galerie, celle des « xoriços », mais aussi s'intéresse au sort de militants de l'UGT, le syndicat adverse, quelquefois accusés des mêmes crimes et délits que leurs homologues libertaires.

57 Les prisonniers allèrent parfois jusqu'à convoquer des manifestations publiques lors de la tenue de procès : c'est le cas des militants de la ville de Sitges, tous d'anciens membres du comité révolutionnaire de l'été 1936, militants de la CNT et du POUM, qui écrivirent la même lettre aux directions des deux centrales syndicales et annoncèrent leur intention de faire de ce procès, celui de tous les comités révolutionnaires de 1936, en exigeant la publicité des séances et des rassemblements devant le Palais de Justice. La direction de la CNT eut du mal à les faire reculer.

Conclusion

58 On peut lire dans l'histoire de la *Modelo* pendant la guerre, tous les clivages caractérisant la situation complexe de la Catalogne : camp franquiste / camp républicain, État central / Généralité de Catalogne, communistes / anarchistes et POUMistes, direction de la CNT / anarchistes radicaux, État / révolution ou légitimité républicaine / formes illégales de répression. On peut aussi repérer les différences de vues entre police et Justice, POUM et CNT, ou anarchistes espagnols et étrangers.

59 Mais l'intérêt de cette histoire tient à cette genèse d'un groupe politique relativement distinct et autonome à l'intérieur de la prison, capable de polémiquer et de s'affronter avec les organisations extérieures, mêmes celles auxquelles ils sont censés adhérer, et avec l'État.

60 La *Modelo* n'est pas seulement un lieu où se reflète la situation complexe de l'arrière pendant la guerre civile, elle est le lieu d'une lutte politique à part entière, le terrain d'une lutte de pouvoir complexe, faite d'offensives et de compromis, comme les autres institutions républicaines de ce temps-là, en particulier, l'armée, la justice et la police.

Bibliographie

Badia F., *Els camps de treball a Catalunya durant la guerra civil (1936-1939)*, Barcelona, Abadia de Montserrat, 2001.

Godicheau F., « Répression et ordre public en Catalogne pendant la guerre civile (1936-1939) », thèse de doctorat, EHESS, dir. Pr. Bernard Vincent, 2001, 3 vol.

Godicheau F., La légende noire du SIM de la République dans la Guerre civile espagnole et l'idée de contrôle politique, *Le Mouvement Social*, 2002, 201, pp. 29-52.

Godicheau F., *Guerre civile dans la guerre civile. L'anarchosindicalisme espagnol entre révolution et contre-révolution*, Paris, Odile Jacob (à paraître).

Pagès i Blanch P., *La presó Model de Barcelona. Història d'un penitenciar en temps de guerra*, Barcelona, Abadia de Montserrat, 1996.

Paz A., *Viaje al pasado* Barcelona, Medusa, 1999.

Pozo González J.A., « El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol a octubre de 1936 / Crisi i recomposició de l'Estat », Thèse de doctorat, Université Autonome de Barcelone, dir. Pr. Pere Gabriel i Sirvent, 3 vols., 2002.

Solé i Sabaté J.M., *Historia de la presó model de Barcelona*, Barcelona, Pagès editor, 2000.

Tasis R., *Les presons dels altres. Records d'un ex-carceler d'ocasió*, Barcelona, Portic, 1990.

Truche P., *L'anarchiste et son juge. À propos de l'assassinat de Sadi Carnot*, Paris, Fayard, 1994.

Notes

2 Aujourd'hui, la *Modelo* est au cœur de la ville, et Sants est devenu un district de Barcelone. Elle a été fermée et n'accueille donc plus de prisonniers depuis plusieurs années. Des discussions ont cours pour savoir si elle doit être détruite, pour faciliter des opérations immobilières, ou si elle doit être transformée en centre culturel ou sportif. Les partisans de cette deuxième solution estiment qu'en tant que lieu de mémoire, elle doit rappeler les décennies de dictature franquiste. Leurs opposants utilisent le même argument pour réclamer le droit à l'oubli des souffrances passées.

3 La première manifestation de ce projet est un programme datant de 1860 et intitulé « Programme pour la construction des prisons de province et pour la restauration des édifices existants destinés à ce type d'établissements ». Il fallut cependant attendre treize ans pour voir l'inauguration de la première prison correspondant à ce schéma : la prison « modèle » de Bilbao, en 1873.

4 Dans la suite de cet article, nous appellerons, par facilité, les prisonniers de la CNT, « anarchistes » bien que seule une minorité des adhérents de cette centrale syndicale fussent des militants anarchistes, certains organisés dans la Fédération Anarchiste Ibérique, d'autres non. Les anarchistes dominaient pourtant l'organisation et l'imprégnaient de leurs principes apolitiques. Utiliser le vocable « syndicalistes » ou le néologisme « cénétistes » entraînerait ici des confusions inutiles dans la mesure où l'hétérogénéité de la CNT n'est pas au cœur de notre problématique dans ce texte.

5 Cette expression fut aussi employée en France à la toute fin du XX^e. Pour le professeur Garraud, auteur en 1895 d'un petit livre, *L'anarchie et la répression*, les crimes anarchistes n'étaient pas des crimes politiques mais des « crimes sociaux » car ils ne visent pas tous le gouvernement mais tous les gouvernements : il s'agissait pour lui d'une activité anti-sociale (Truche, 1994, p. 70 et *sq.*)

6 Les premières années de la République furent marquées par une « montée aux extrêmes » et en particulier par des soulèvements paysans, dont certains faisaient partie de la tactique anarchiste de la « gymnastique révolutionnaire » : à la révolte succédait la répression qui peu à peu détacherait « les masses » d'un régime républicain considéré par les anarchistes comme une tromperie, un mirage. La République ne sut pas plus que la dictature militaire qui l'avait précédée de 1923 à 1931, trouver les voies d'un règlement moins violent de la question sociale : les formes de la répression furent les mêmes qu'auparavant et ne permirent à aucun moment que la situation de la *Modelo* ne se normalise, Solé i Sabaté (2000, p. 139).

7 Pour une étude complète, Pozo González (2002).

8 Le POUM, Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est souvent qualifié de trotskiste, ce qu'il n'était pas. Il peut être rapproché de l'ILP (*Independent Labour Party*) anglais ou du PSOP (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan) de Marceau Pivert. Pour désigner ses militants, nous emploierons donc le qualificatif de « POUMistes ». L'orientation politique du POUM, résolument opposée à la politique des dirigeants du Kremlin, et sa dénonciation des procès de Moscou qui débutèrent en 1936, lui attirèrent les foudres du PSUC, adhérent à la III^e Internationale, et qui jouait le rôle d'un PC catalan. L'UGT, centrale syndicale traditionnellement liée au parti socialiste, avait toujours été minoritaire en Catalogne et marginalisée par la CNT. Peu après le début de la guerre civile, le PSUC en prit le contrôle et elle se développa de façon spectaculaire au point de compter au bout d'un an plus d'adhérents que la CNT. L'ERC était le parti hégémonique dans la région avant le 19 juillet 1936, et la composante de base des différents gouvernements de la Généralité.

9 Pelai Pagès (1996) donne pour le premier juillet, le chiffre de 859 prisonniers pour toute la *Modelo*.

10 Il faut pourtant signaler que jusqu'à ce jour, aucune étude sérieuse et dépassionnée n'a été réalisée sur cette question.

11 Événements qu'il ne faut pas confondre avec le massacre des prisonniers de la *Modelo* de Madrid en novembre, suite à la décision de les transférer dans un lieu plus éloigné de la ligne du front, massacre connu sous le nom du village où il eut lieu : Paracuellos del Jarama.

12 Ces chiffres sont tirés de l'étude de Pelai Pagès (1996), réalisée à partir des dossiers personnels des prisonniers. Il a comptabilisé de façon certaine 13 153 individus, mais estime que seulement 90 % des dossiers ont été conservés, ce qui porterait le nombre total d'entrées à plus de 14 000.

13 Un tableau de la Direction des services correctionnels de Catalogne fait la liste des centres de réclusion dépendant de la Généralité. On compte d'abord 14 prisons préventives (on indique d'une part leur capacité et ensuite l'occupation en janvier 1938) : *Modelo* de Barcelone (710/1492), Gérone (300/343), Tarragone (75/110), Reus (36/53), Tortosa (75/23), Manresa (70/27), Lérida (109/136), La Seu d'Urgell (20/19), Sabadell (50/76), Terrassa (50/56), Puigcerdà (42/10), Olot (14/ ?), Roses de Llobregat (40/25), El Vendrell (20/35). Viennent ensuite les prisons correctionnelles : Figueras (150/172), Mataró (94/93), Cerdanyola (40/31), Vic (80/55) et la prison des Femmes de Barcelone (100/174). L'annexe de la *Modelo* sise au couvent de Sant Elies avait une capacité de plus de 300 personnes. On connaît grâce aux visites des délégués de la Croix Rouge internationale [CICR, Genève, fonds B CR 212] le taux d'occupation des lieux suivants : chaque bateau comptait 300 prisonniers; parmi les prisons dépendant du SIM, le *Palacio de las Misiones* en comptait 200, le *Preventorio C*, connu aussi sous le nom de *El Seminario*, put en contenir jusqu'à 600, 700 pour le *Preventorio G*, l'ancien couvent des *Damas Juanas*. On ne dispose pas de données pour le Pueblo Español, dont on peut estimer la capacité à 200, et un demi-millier pour le château de Montjuich. La prison de la rue Deu i Mata accueillait 1 500 détenus. Il faudrait ajouter les prisons du SIM de la rue Zaragoza, de la rue Muntaner, de l'usine Nestlé, etc. Quant aux camps, on se base sur l'estimation d'Albert Balcells, pour qui ils virent passer en tout 20 000 prisonniers. Il faudrait ajouter bien sûr les quelques centaines de prévenus qui restaient souvent longtemps dans les geôles du Palais de Justice de Barcelone et du Commissariat à l'Ordre Public. Les prisonniers de guerre et les personnes s'étant échappées de la zone nationaliste étaient le plus souvent gardés à part, dans des camps militaires mobiles.

14 Au cours des années suivantes, les premières de la dictature franquiste, la surpopulation des prisons atteint des taux inouïs. Pour ne prendre que la *Modelo*, le nombre de détenus se situe entre 8 000 et 10 000, ce qui signifie plus de dix prisonniers par cellule individuelle.

15 Pour un éclairage sur le SIM, et surtout, pour éviter les confusions et se prémunir contre les fantasmes, cf. Godicheau (2001). Sur les camps de travail, cf. Francesc Badia (2001).

16 La découverte de cette répression et la construction d'une base de données de « prisonniers antifascistes », ainsi qu'ils s'appelaient eux-mêmes, a constitué le point de départ de ma thèse de doctorat. Cf. Godicheau (à paraître). Rappelons qu'à la suite de la grève générale et du soulèvement asturien du 6 octobre 1934, la répression avait fait 30 000 prisonniers sur tout le territoire espagnol.

17 90 % de ces 3 700 prisonniers étaient membres de la CNT, proportion qui tombe aux trois quarts pour ceux qui furent enfermés dans la *Modelo*.

18 Pour le SIM, voir plus haut. Les tribunaux en question étaient les Tribunaux d'Espionnage et de Haute Trahison (TEAT) et les Tribunaux Spéciaux de Garde (TEG) qui commencèrent à fonctionner à la fin du mois de novembre 1937 et dont le rythme s'accéléra en avril et en juin 1938. La procédure des derniers était tellement sommaire qu'ils avaient été surnommés *la fotomatón* (jeu de mot avec *matar*, qui signifie tuer en espagnol).

19 Cf. Tasis (1990, pp. 35-36).

20 « La Generalidad contará muy pronto con una perfecta y completa red de Correccionales y Preventorios, atendidos por un personal competente y disciplinado, e inspirados en las normas de justicia que han de transformar las viejas prisiones en lugares decorosos y confortables, en los cuales, gracias al trabajo y a la cultura, los delincuentes sean convertidos en hombres útiles para la sociedad », Arch. Bosch Gimpera, AHNC.

21 L'élimination du personnel lié à la CNT et au POUM avait commencé à la fin de l'été, il prit une nouvelle dimension à la fin du mois de décembre 1937, après une série d'évasions de plusieurs centres, dont la *Modelo*, quand il fut prouvé que certains fonctionnaires avaient facilité la fuite de leurs « camarades ». Les raisons invoquées par Bosch Gimpera dans un document où il récapitule tous les changements de personnels en indiquant à chaque fois l'appartenance politique des individus, sont pourtant d'abord l'indiscipline, l'immoralité, l'incapacité, avant les « liens avec les extrémistes », Arch. Bosch Gimpera, AHNC. Le changement de domination politique est pourtant clair : on part d'une

situation où les directeurs et sous-directeurs anarchistes sont majoritaires et on arrive à une autre où ils ont disparu, et où dominent l'ERC, l'ACR (Acció Catalana Republicana, le petit parti auquel appartenait le ministre) et le PSUC.

22 Pagès i Blanch (1996, pp. 145 et *sq.*).

23 AHNC, Bosch Gimpera, 7.11.

24 Réunion du CR de la CNT du 01/12/37, IISH, CNT, 39 A.

25 Affiche s.d., IISH, FAI-PE, 19.

26 Lettre de Félix Danon, 21/04/1938, IISH, FAI-PE, 18.

27 « Rapport sur nos activités à la *Cárcel Modelo* », *doc. cit.*

28 Ils déclarent exposer dans cette lettre (*doc. cit.*) leurs griefs, « antes de llegar a un rompimiento definitivo con los comités responsables ».

29 Camilo Berneri, intellectuel et militant anarchiste italien engagé dans la guerre civile espagnole, avait été assassiné par les communistes pendant les "journées de mai". Andrés Nin, secrétaire général du POUM et ancien collaborateur de Léon Trotsky, avait été arrêté en même temps que d'autres dirigeants de ce parti le 16 juin 1937, puis séparé de ses camarades, enlevé et assassiné par les services secrets soviétiques. Tous les deux symbolisaient l'arbitraire de la répression « contre-révolutionnaire ». Pour cet événement, voir A. Paz (1999, pp. 207-208).

30 Arch. Bosch Gimpera, AHNC.

Pour citer cet article

Référence électronique

François Godicheau, « « Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale : la *Cárcel Modelo* de Barcelone pendant la guerre civile espagnole » », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 8, n°1 | 2004, mis en ligne le 25 février 2009.
URL : <http://chs.revues.org/index511.html>

À propos de l'auteur

François Godicheau

41 rue Alsace Lorraine; 31 000 Toulouse, francois.godicheau@tiscali.fr

François Godicheau, professeur agrégé d'histoire, enseigne actuellement à l'Université de Toulouse II-Le Mirail. Il a soutenu en 2001 à l'EHESS une thèse de doctorat portant sur l'ordre public en Catalogne pendant la guerre civile espagnole (à paraître aux éditions Odile Jacob). Il a publié *Les mots de la Guerre d'Espagne* (Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003). Une première version de ce texte a fait l'objet d'une communication présentée au séminaire du CEVIPOF, « Gouverner et enfermer », en juin 2002, à la Maison des Sciences de l'Homme. Merci aux organisateurs, Pierre Lascoumes et Philippe Artières, ainsi qu'aux participants du séminaire qui ont discuté et critiqué ce travail. Merci aussi à Jean-Marc Berlière pour ses encouragements à propos de cet article. Les lettres de prisonniers, dont il est question dans cet article feront l'objet d'une publication intégrale en espagnol, aux Presses Universitaires du Mirail en 2005 sous le titre *No Calloran*.

Droits d'auteur

© Droz

Résumé / Abstract

La prison centrale de Barcelone, surnommée la Modelo, est devenue pendant la guerre civile de 1936-1939, et une fois de plus dans son histoire, une prison politique. Plutôt qu'aux prisonniers assimilés au camp franquiste, l'article s'intéresse à une population paradoxale : les centaines de militants anarchistes et communistes révolutionnaires qui y furent enfermés par la République

elle-même, à partir du printemps de 1937. À travers l'observation de leur vie quotidienne, on assiste à la genèse d'un groupe politique relativement distinct et autonome à l'intérieur de la prison, le collectif des « prisonniers antifascistes », capable de polémiquer et de s'affronter avec les organisations extérieures, mêmes celles auxquelles ils sont censés être adhérents, ainsi qu'avec le gouvernement d'union républicaine et sa politique.

During the Civil War of 1936 to 1939 Barcelona's central prison, nicknamed the Modelo, once again became a political prison. This article is not concerned with prisoners from Franco's side, but rather with the hundreds of militant anarchists and revolutionary communists imprisoned by the Republic from the spring of 1937. The observation of their daily life reveals the birth of a distinct and autonomous political group within the prison. The collective of « anti-fascist prisoners » was capable of arguing with and confronting external organisations, even those to which its members were supposed to be adherents, as well as the government of republican union and its policies.